

## Première partie : Histoire

### Sujet 1 : La décolonisation de Djibouti de 1958 à 1977 : acteurs et processus

Dès la fin du second conflit mondial, dans le prolongement de la conférence de Brazzaville de janvier/ février 1944, la France entreprend une série de réformes dans ses colonies de l'Afrique subsaharienne en vue de faire face à la nouvelle donne politique sur l'échiquier mondial et dans son propre empire colonial. Mais, ces précautions ne permettent pas de contenir la dynamique de l'émancipation des colonies. La France accorde l'indépendance à ses protectorats du Maghreb, le Maroc et la Tunisie, en 1956 et à l'ensemble des pays d'Afrique noire en 1960. La CFS, reste sous tutelle française. Le référendum de 1958 divise les leaders politiques du territoire. Qui sont les acteurs de la décolonisation de Djibouti ? Comment est lancé le processus de décolonisation de Djibouti ? Nous allons tout d'abord analyser le contexte historique dans lequel s'opère la contestation de l'ordre colonial. Ensuite nous démontrerons que les acteurs de cette décolonisation et le processus de l'émancipation qui se met en place progressivement dès 1967 par le changement du statu du territoire se poursuivra jusqu'à l'indépendance en 1977.

#### I. La contestation de l'ordre colonial à Djibouti

##### A. Contexte historique favorable

La puissance coloniale sort affaiblie de la Seconde Guerre mondiale. Elle souhaite, par conséquent, changer la nature des relations avec ses colonies. Dans la Côte Française des Somalis (CFS), le Conseil représentatif est en place dès 1946 avec deux collèges électoraux : un indigène et un autre métropolitain.

Les deux Grands, les États-Unis et l'URSS sont favorables à l'émancipation des peuples colonisés pour des raisons idéologiques.

L'Organisation des Nations Unies, créée en 1945, s'engage dans sa Charte pour l'émancipation des peuples colonisés et devient une formidable tribune pour les leaders indépendantistes.

##### B. Des valeurs communes: islam et nomadisme

En Europe, le terme de nationalisme procède d'une nation préalablement constituée. Dans les colonies, c'est lui qui fonde la nation. Il se cristallise sur une histoire et des valeurs communes. La population de la Côte Française des Somalis (CFS) est majoritairement musulmane, de rite sunnite. Les valeurs de l'islam constituent un des fondements d'un nationalisme au-delà de la diversité ethnique : Afar, Somali et Arabe. C'est un facteur fédérateur dans la lutte contre l'administration coloniale. Le colon devient l'autre, le corps étranger qu'il faut

combattre.

D'autre part, la majorité de la population de la CFS étant nomade ou d'origine nomade, les valeurs de liberté et d'indépendance, fondamentales dans le **nomadisme**, nourrissent la nostalgie d'un mode de vie brutalement interrompu par la colonisation et qui ne pourra revivre qu'une fois le colonialisme évincé.

### C. Les syndicats, premiers acteurs de contestation

Après la Seconde Guerre mondiale, la France s'engage à améliorer les conditions de vie des travailleurs coloniaux. L'Assemblée nationale française adopte le 15 décembre 1952 la loi n° 52-1322 sur le Code du travail dans les territoires d'outre-mer de l'Union française. Mais la législation mise en place à cet effet en CFS n'aboutit pas aux résultats escomptés. La population de la CFS, de plus en plus nombreuse, souffre du chômage, des emplois précaires et du coût de la vie de plus en plus cher. Ce **Code de travail** permet la liberté de créer un syndicat, de se syndiquer, la liberté de réunion et de diffusion de l'information. Les revendications d'ordre économique et social trouvent au sein des **syndicats** les lieux et les cadres où exprimer leurs demandes et faire entendre leurs voix.

Dans un climat social en permanence tendu, les revendications syndicales et les grèves se multiplient au cours des années 1950. Cette situation apporte un démenti à l'affirmation rituelle de la puissance coloniale de pouvoir assurer le progrès et le bien-être des colonisés. De cette démythification découlent un élargissement des bases sociales du nationalisme et une radicalisation du discours des leaders indépendantistes comme Mahamoud Harbi.

En 1953, les premiers syndicats sont l'émanation de syndicats européens ou rattachés à eux. Deux figures sont à la pointe du combat syndical : Mahamoud Harbi qui devient secrétaire général de l'Union des Syndicats Force Ouvrière et **Abdourahman Ahmed dit Gabode**, secrétaire général du mouvement du syndicat des fonctionnaires.

À l'origine le mouvement syndical exprime uniquement des revendications sociales. Mais rapidement les deux combats, social et politique, se rencontrent. Le mouvement syndical sert de rampe de lancement à Mahmoud Harbi et le propulse au rang de leader politique. À l'été 1958, après l'annonce du référendum par le Général de Gaulle, il se fait l'avocat de l'indépendance immédiate du territoire, à l'instar du Guinée Sékou de Soku Touré. Mais les revendications nationalistes et indépendantistes de Mahamoud Harbi et la bataille pour le référendum de septembre, atténuent les luttes sociales.

### D. Les partis politiques, acteurs des revendications politiques voire indépendantistes

La mise en place de système scolaire est déterminante dans le processus de formation d'une élite. Comparé aux autres colonies francophones la CFS accuse un retard énorme en matière d'instruction. L'administration coloniale française manifeste peu d'intérêt pour la scolarisation des populations, voire même la freine. Face à l'absence d'une élite formée, l'administration coloniale dispose d'une supériorité écrasante dans les institutions comme l'Assemblée territoriale mise en place par la loi cadre Defferre.

Mais même avec l'accord de l'administration coloniale, la vie des partis politiques est mouvementée : réunions sans cesse surveillées, documents saisis, mutations des leaders appartenant à la fonction publique, et parfois violences, emprisonnements...

Au cours de l'année 1957, trois grands partis dominent le paysage politique dans le territoire et s'affrontent pour la représentation des députés à l'Assemblée territoriale. Le Mouvement d'Union Républicaine (**MUR**), avec pour président Mahamoud Harbi, se donne comme programme général de regrouper les habitants du Territoire en vue de la réalisation d'un programme de démocratisation rapide, d'émancipation des populations et une amélioration du niveau de vie.

Le second est le parti de la Défense des Intérêts Économiques et Sociaux du Territoire (**DIEST**) créé le 3 juillet 1957. Son comité exécutif comprend deux grands leaders Hassan Gouled et Mohamed Kamil. Comme le MUR, le DIEST milite pour un progrès social et économique. Le troisième parti politique est le Mouvement Socialiste Africain (**MSA**) qui voit le jour le 4 novembre 1957, sous la présidence de Mahmoud Obsieh, conseiller de l'Assemblée territoriale. Le programme du parti est similaire aux deux autres partis politiques, il s'agit d'élever le niveau intellectuel, économique politique et social du territoire et surtout améliorer le sort des travailleurs.

Lors du scrutin électoral de la première Assemblée territoriale en 1957, le MUR et le DIEST s'affrontent. La liste du MUR triomphe et obtient trente sièges à l'Assemblée Territoriale. Mahamoud Harbi devient vice-président du conseil tout en gardant son siège de député du Territoire. Cette première victoire électorale accroît la popularité de Mahamoud Harbi parmi la jeunesse et les élites intellectuelles et économiques de Djibouti.

En métropole, de retour dans la vie politique, le Général de Gaulle prévoit pour septembre 1958 un référendum dans toutes les possessions d'Outre-mer pour la création de la Communauté française. Mahmoud Harbi se prononce pour le « non » et l'indépendance pour le Territoire. Le résultat de ce référendum donne 8661 voix pour le « oui », 2851 pour le « non ». La CFS est maintenue dans la Communauté française, Harbi poursuit la lutte en dehors du territoire français et cherche des alliés pour l'indépendance de son pays.

## II. Le tournant des années 60

L'année 1960 est une année charnière pour les pays colonisés de l'Afrique noire. La plupart des pays francophones accèdent à l'indépendance, mais la CFS s'avère être un cas particulier. Dans un contexte de guerre froide, le président de la Ve République, Charles de Gaulle veut conserver cette enclave de 23 000 km<sup>2</sup>, située sur une route stratégique de première importance, celle qui relie la mer Méditerranée à l'océan Indien, via la mer Rouge. C'est également une escale aérienne entre la France et les îles de l'océan Indien.

Aux débuts des années 1960, plusieurs partis politiques indépendantistes voient le jour en CFS : le Parti du Mouvement Populaire (**PMP**), l'Union Démocratique Afar (UDA) ou encore le Front de Libération de la Côte des Somalis (FLCS) fondée par Mahamoud Harbi sur le sol somalien. Si la question de l'indépendance reste toujours d'actualité, le mécontentement grandissant à l'encontre d'**Ali Aref**, nommé en 1960 à la vice-présidence du Conseil de gouvernement de la CFS, suscite de violentes contestations.

Les leaders de ces partis s'attirent les foudres de l'administration coloniale qui les accusent de propager des idées susceptibles de perturber l'ordre établi, voire révolutionnaires. Les membres des partis indépendantistes sont emprisonnés dès que la population s'agite, dès qu'il y a des grèves ou des émeutes. Ils sont amenés loin de la ville dans des prisons et souvent torturés. La visite du président de Gaulle à Djibouti le 25 août 1966 provoque de graves incidents au cours desquels les forces de l'ordre font usage de leurs armes. Cela aggrave les tensions. L'administration coloniale déploie tous les moyens pour anéantir toute forme de contestations. Elle s'efforce de «diviser pour régner». De ce fait, les partis à connotation non ethnique disparaissent et ceux représentant une tribu sont considérés comme légitimes. Le PMP n'ayant aucune connotation ethnique, mais voulant être un parti dans lequel se retrouveraient des adhérents de tous les horizons, paie les frais de ce changement. Tous les espoirs avortent et l'idée de l'indépendance tombe dans l'oubli par crainte de répression. Le résultat du référendum de 1967 confirme le maintien de la France. Le 13 juillet 1967, un décret promulgué par le général de Gaulle dissout le parti PMP. Leurs biens et possessions sont mis en liquidation et leurs chefs sont poursuivis en justice.

A la suite du référendum de juillet 1967, la France donne au territoire un nouveau statut, l'autonomie interne est renforcée, sans aucune évolution possible vers l'indépendance. Par ailleurs, pour asseoir leur politique de division, les autorités françaises décident de changer le nom du territoire : la CFS devient le Territoire français des Afars et des Issas (TFAI).

### III. . Vers l'indépendance

Au début des années 1970, les mouvements indépendantistes se radicalisent et se regroupent dans la Ligue Populaire Africaine pour l'indépendance (LPAI) fondée en 1972. En juin 1974, Siyad Barré, président de la République de Somalie est élu à la présidence de l'OUA. Il vient à Paris au mois de septembre et il plaide le dossier de l'indépendance de Djibouti auprès du président de la République Giscard d'Estaing, précisant qu'il n'interviendrait pas dans les affaires de Djibouti, si le territoire devenait indépendant

En France, l'opposition socialiste critique vivement et dénonce une attitude qui ne correspond, ni à la réalité du TFAL, ni à l'évolution générale des états à l'indépendance. Le gouvernement de Valéry Giscard d'Estaing reconnaît alors la Ligue populaire pour l'accession à l'indépendance, mouvement dirigé par Hassan Gouled. Le Conseil des ministres du 28 décembre 1975 annonce, de manière officielle, l'émancipation prochaine du territoire. Ces changements majeurs d'orientation ont des incidences sur la vie politique à Djibouti. La fronde parlementaire, conduite par Barkat Gourad Hamadou, s'affiche désormais ouvertement : les amis politiques d'Ali Aref Bourhan se désolidarisent de lui, tandis que l'opposition au régime s'affirme hors des frontières.

Le 3 février 1976, avec le soutien de la Somalie voisine, un commando de la branche armée du FLCS prend en otage un bus de ramassage scolaire à bord duquel se trouvent des enfants de militaires français. En mars 1975, le FLCS prend à nouveau en otage l'ambassadeur de France à Mogadiscio ; il sera libéré contre deux nationalistes djiboutiens détenus en France. Ces actions internationalisent la lutte des indépendantistes djiboutiens.

La France de Valéry Giscard d'Estaing décide alors un changement majeur de politique et annonce l'émancipation du TFAL. En 1976, une délégation conjointe du FLCS et la LPAI se rend à Kampala en vue de l'accession du territoire à l'indépendance. En juillet 1976, Ali Aref, isolé, démissionne, remplacé par **Abdallah Mohamed Kamil**. La France réunit à Paris, le 28 février 1977, les principaux leaders pour qu'ils se prononcent sur les modalités d'accession à l'indépendance. Les discussions, sous le patronage de l'OUA, se poursuivent à Accra (28 mars au 1er avril). L'aval africain obtenu, la Ligue arabe garantit l'intégrité du futur État, levant les menaces d'annexion de l'Éthiopie et de la Somalie. La consultation du 8 mai 1977 donne une majorité écrasante pour le « oui » à l'indépendance. Le 24 juin, la Chambre des Députés élit Hassan Gouled Aptidon, Président de La République. Le 27 juin 1977, la République de Djibouti proclame son indépendance.

**SUJET 2 :** Émancipation des peuples dépendants en Afrique et en Asie (1947 aux années 1980)

### Introduction

En à peine trente ans (1947-1980), les empires coloniaux ont disparu. Certaines décolonisations se sont déroulées pacifiquement, comme en Afrique noire française ; d'autres ont tourné au drame, comme en Algérie où la guerre d'indépendance a duré huit ans. La décolonisation a soulevé d'immenses espoirs : le « Tiers-monde », comme l'on dit désormais, allait s'unir, peser sur les affaires du monde, s'enrichir ; pourtant, à la fin des années 1980, la plupart de ces espoirs sont cruellement déçus.

En quoi le contexte de l'après-guerre et d'un monde bipolaire est-il favorable à l'émancipation des peuples colonisés, mais pas à leur organisation économique ou politique sur la scène internationale ?

Nous nous interrogerons d'abord sur les remises en cause de la domination coloniale à partir de 1945. Puis nous étudierons les étapes et les modalités de l'émancipation en retraçant les grandes périodes chronologiques en Asie et en Afrique. Enfin, nous analyserons les tentatives d'organisation des nouveaux États.

## I. Différents facteurs conduisent au déclenchement du processus de décolonisation

### 1. Transformation du contexte international par la Seconde Guerre mondiale

La Seconde Guerre mondiale constitue un accélérateur dans une évolution déjà ancienne. La Première Guerre mondiale avait contribué à ébranler les empires coloniaux et des mouvements nationalistes luttant contre la domination coloniale s'étaient formés dans l'entre-deux-guerres. Mais c'est véritablement la Seconde Guerre mondiale qui a été le catalyseur du mouvement d'émancipation des peuples coloniaux. Celle-ci a dévasté et affaibli les grands pays colonisateurs, notamment la France et le Royaume-Uni, les rendant incapables d'affronter le coût de la répression des opposants à la colonisation. Certains milieux d'affaires soulignent à l'époque que les colonies coûtent cher et qu'il vaut mieux se tourner vers le commerce avec les États-Unis et vers la construction européenne. L'information ayant évolué, les opinions publiques occidentales comprennent progressivement que la colonisation est une impasse.

Les peuples colonisés assistent avec stupeur à l'effondrement des puissances coloniales. Les Japonais s'emparent sans coup férir de l'Indochine, colonie française, de la Malaisie, colonie britannique, et des Indes néerlandaises, la future Indonésie. Les Japonais, jouant habilement du sentiment nationaliste, appellent les peuples colonisés à s'unir contre le colonisateur blanc. Le mythe de la supériorité de l'homme blanc, base de la domination idéologique des puissances coloniales sur

les peuples colonisés, en est fortement ébranlé.

Si les deux principales puissances coloniales européennes, la France et le Royaume-Uni, se retrouvent dans le camp des vainqueurs de l’Axe (cohabitation entre Rome, Berlin, Tokyo), c’est en partie parce qu’elles ont pu compter sur les forces fournies par les peuples colonisés. Les Britanniques ont ainsi mobilisé deux millions d’Indiens quant à la France libre de De Gaulle, elle a trouvé le plus gros contingent de ses soldats en Afrique du Nord et en Afrique noire, sous domination française. Les deux puissances coloniales s’engagent alors à reconsidérer les rapports de la métropole avec ses colonies. Les Britanniques promettent de donner une nouvelle Constitution à l’Inde et le général de Gaulle, dans son discours de Brazzaville en 1944, déclare vouloir associer les peuples dépendants à la gestion de la chose publique dans leur pays, en refusant cependant toute idée d’indépendance.

## 2. Épanouissement des mouvements indépendantistes

Par ailleurs, les peuples colonisés gagnent en instruction et, dans certains pays, cherchent à s’organiser. C’est pendant l’entre-deux-guerres que l’Asie orientale, le Moyen-Orient et l’Afrique du Nord voient l’émergence de mouvements nationalistes. Leurs dirigeants sont issus des élites indigènes formées dans les écoles occidentales mais exclues des responsabilités politiques et administratives par le système colonial. C’est au nom des valeurs que l’Occident leur a enseignées – la liberté, l’égalité et la démocratie – que ces mouvements recrutent et gagnent en influence dans la paysannerie, qui constitue l’essentiel de la population des pays dépendants. Le 2 septembre 1945, Ho Chi Minh, le leader communiste de l’organisation indépendantiste du Viêt-minh, proclame ainsi la souveraineté de la République Démocratique du Vietnam. En octobre 1945, le 5e Congrès panafricain réunissant à Manchester les leaders nationalistes des colonies britanniques affirme avec force le droit à l’indépendance, y compris par la violence. En Afrique noire, c’est au lendemain de la guerre que des partis nationalistes, réclamant l’autonomie ou la fin de la tutelle, se constituent avec notamment, en 1946, la naissance du Rassemblement démocratique africain de Léopold Sédar Senghor et Félix Houphouët-Boigny.

## 3. Rôle des puissances dominantes et de l’ONU

L’ONU leur sert de relais : elle est de plus en plus hostile au colonialisme au fur et à mesure que des pays nouvellement indépendants la rejoignent. La position des deux Grands – les États-Unis et l’Union soviétique qui ne sont pas favorables à la colonisation – contribue à l’ébranlement des empires coloniaux. Depuis la révolution de 1917, l’Union soviétique s’était faite le défenseur des peuples coloniaux. En 1947, lors de la constitution du Kominform, le dirigeant soviétique Jdanov rappelle que l’Union soviétique soutenait tous les peuples en lutte pour leur émancipation. La victoire des communistes en Chine, pays qui avait le statut

de semi-colonie, représente un encouragement et est un soutien de poids pour tous les mouvements nationalistes, notamment lors de la guerre d'Indochine.

Quant aux États-Unis, ils sont à l'origine de la charte de l'Atlantique qui affirme le droit des peuples à choisir leur gouvernement. La charte concernait, en 1941, les peuples européens opprimés par l'Allemagne nazie mais, avec la création de l'ONU en 1945 et la nouvelle charte des Nations unies, elle devient un principe de droit international. En outre, pour les États-Unis, le système colonial constitue un frein au rayonnement économique car cela limite l'accès aux matières premières et aux marchés coloniaux. En juillet 1946, les États-Unis proclament concrètement leur anticolonialisme en accordant l'indépendance à leur seule véritable colonie : les Philippines.

La défaite militaire du Japon, qui avait chassé les colonisateurs européens en Indonésie et en Indochine, permet aux nationalistes de ces deux pays de s'emparer du pouvoir et de proclamer l'indépendance. Leur volonté, y compris par la guerre, de s'opposer au retour de la colonisation européenne, est l'élément décisif qui donne l'impulsion à la première vague d'émancipation. Quelles ont été les voies d'émancipation des peuples coloniaux ? Peut-on opposer voie pacifique et voie violente ?

## II. Les étapes et les modalités de l'émancipation

### 1. L'émancipation de l'Asie : l'exemple de l'Inde et de l'Empire britannique

L'Inde était considérée comme le joyau de l'empire colonial britannique. Depuis l'entre-deux-guerres, un puissant mouvement nationaliste, le parti du Congrès, dirigé par Nehru et Gandhi, animait la lutte nationaliste. Dans les années 1920, les Britanniques n'avaient pas hésité à réprimer violemment le mouvement. Le choix d'engager, dès 1945, des négociations avec les nationalistes est dicté par un certain réalisme politique. Les négociations s'engagent alors que le pays est secoué par les violences entre les communautés hindoues et musulmanes, provoquées par le refus des nationalistes musulmans d'envisager un État indépendant unitaire. Le 15 août 1947, deux États indépendants naissent de l'éclatement de l'Empire britannique des Indes : l'Union indienne à majorité hindoue et le Pakistan formé de deux territoires éloignés de près de 2 000 kilomètres, à majorité musulmane. Des heurts sanglants éclatent à nouveau entre les communautés et font deux millions de morts. Par ailleurs, douze millions de personnes doivent être déplacées et Gandhi est assassiné par un nationaliste hindou qui n'admet pas la partition.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'indépendance de l'Inde ne s'est pas déroulée pacifiquement, mais en Indochine et dans les Indes néerlandaises, c'est par la guerre que les nationalistes doivent arracher leur indépendance. En 1954, l'indépendance de l'Indochine ouvre la voie de la décolonisation de l'ensemble de l'Asie. Le Royaume-Uni, qui a mené quelques guerres coloniales comme en Malaisie, a quitté ses colonies dès que la situation s'y dégradait trop : ainsi il abandonne l'Inde en 1947 et la Palestine en 1948 (où les sionistes proclament

l'indépendance et créent l'État d'Israël). Dans les deux cas, les Britanniques laissent les populations locales s'entre-tuer : les hindous et les musulmans dans l'empire des Indes (qui éclate en deux pays, l'Inde et le Pakistan) ; les Juifs et les Arabes en Palestine. En Afrique, les Britanniques font le choix de mener une politique d'émancipation graduelle facilitée par le fait qu'ils ont formé une élite indigène préparée à prendre la relève de l'administration coloniale. En revanche, dans leurs colonies de peuplement (Kenya, Rhodésie du Sud), l'indépendance est plus difficile car les colons s'y opposent farouchement.

## **2. Au Maghreb, entre 1954 et 1962 : l'exemple de l'Algérie et de l'Empire français**

Au contraire de la classe politique britannique, la classe politique française refuse l'idée même d'indépendance tant il lui semble que la puissance française ne peut se passer de ses colonies. Elle tient à tout prix à conserver son empire, quitte à mener de cruelles et inutiles guerres coloniales. Elle livre (et perd) deux de ces guerres : en Indochine en 1946-1954 (la guerre se solde par la défaite de Dien Bien Phu) et en Algérie en 1954-1962. En Algérie, à Sétif le 8 mai 1945, le jour de la capitulation allemande, l'armée française réprime violemment des manifestations nationalistes : le mouvement est décapité et réduit au silence pour une dizaine d'années. C'est en novembre 1954 qu'éclate l'insurrection algérienne, dirigée par les nationalistes du Front de libération nationale (FLN). Dès 1956, c'est à une véritable guerre que doit faire face l'armée française entièrement engagée dans le conflit. L'insurrection algérienne précipite l'indépendance du Maroc et de la Tunisie. En effet, le risque est grand de voir la guerre s'étendre à ces deux pays. Le gouvernement français engage alors des négociations qui conduisent à l'indépendance des deux protectorats en 1956. Dès 1959, le général de Gaulle, revenu au pouvoir à l'occasion de la crise provoquée par la guerre d'Algérie, opte pour l'autodétermination, c'est-à-dire l'indépendance. Celle-ci est obtenue après une guerre de sept ans qui coûte la vie à vingt mille soldats français et à au moins trois cent mille Algériens. La guerre se termine par le départ de la minorité européenne.

## **3. En Afrique noire, la fin des autres empires coloniaux : l'exemple des colonies portugaises**

La dernière puissance coloniale à refuser toute évolution est le Portugal, qui possédait la Guinée-Bissau, les îles du Cap-Vert, l'Angola et le Mozambique. L'émancipation des « huit provinces portugaises d'outre-mer » est tardive et chaotique. À l'époque, le Portugal est une dictature. Dès 1955, des partis nationalistes se constituent dans les colonies portugaises et, à partir du milieu des années 1960, ils déclenchent une guérilla qui cause des pertes importantes à l'armée portugaise. Finalement, c'est cette armée portugaise, lassée d'une guerre

sans issue, qui renverse la dictature de Salazar lors de la révolution des Œillets, en 1974. Le nouveau régime accorde, l'année suivante, l'indépendance à tous les territoires africains sous contrôle portugais. Mais en Angola et au Mozambique, la guerre civile qui suit l'indépendance ravage les deux pays.

### Conclusion

L'Asie est décolonisée dans les années 1940 et 1950, l'Afrique l'est pour l'essentiel entre 1957 et 1963, à l'exception des colonies portugaises qui n'accèdent à l'indépendance qu'en 1975. Mais on ne saurait opposer voies pacifiques et voies violentes : ainsi, en 1958-1960, la France accorde l'indépendance sans combat à ses colonies d'Afrique noire.

Le monde bipolaire qui se met en place après la Seconde Guerre mondiale est favorable à l'émancipation des peuples colonisés. Certains pays acquièrent leur indépendance plus facilement que d'autres qui doivent l'arracher au prix de guerres longues et meurtrières. Mais le contexte de guerre froide n'est pas propice à une véritable organisation des nouveaux États indépendants, pris en tenaille entre les deux Grands et les anciennes puissances coloniales. Dans les années 1960, ces États qui tentent de s'organiser dans le mouvement des non-alignés voient leur projet politique se déplacer vers la prise en compte des problèmes de développement. La volonté de créer un nouvel ordre économique international ne résiste pas aux tensions politiques et économiques (premier choc pétrolier). Dans les années 1980, la décolonisation est achevée, mais le rêve d'un ordre international où le poids démographique du tiers-monde serait pris en compte est mis à mal. Les espoirs suscités par l'indépendance chez les peuples colonisés n'ont guère été comblés.

## GÉOGRAPHIE

### Sujet 1 : Londres, une ville mondiale

1. C'est dans le domaine économique et plus précisément financier que Londres exerce une réelle domination au niveau international. Près de 550 banques étrangères sont installées dans la capitale. Sa place boursière, le London Stock Exchange, est la plus puissante de toutes les bourses européennes. Internationalisée, elle s'impose dans le domaine du marché des changes (marché sur lequel s'échangent les devises les unes contre les autres. C'est le plus important marché financier du monde) en rivalisant avec des bourses aussi puissantes que celle de New York et Tokyo.

2. Plusieurs critères apparaissent nécessaires pour caractériser une ville mondiale : en plus d'une concentration importante de population, facteur absolument essentiel, il faut pouvoir décrire une accumulation de capitaux et de sièges sociaux

d'entreprises transnationales mais aussi l'existence d'un secteur tertiaire supérieur surreprésenté (en particulier dans les services aux entreprises et en recherche et développement), une accessibilité de grande qualité grâce un réseau de transports diversifié et dense et une connexion renforcée par les réseaux de communication les plus performants. S'ajoutent à ces éléments primordiaux des infrastructures d'accueil de congrès, d'événements sportifs ou culturels d'envergure internationale renforçant l'attractivité de la métropole mondiale. Ainsi, la ville mondiale ou globale se présente comme un pôle de commandement dans la mondialisation, d'abord et avant tout sur le plan économique, mais également comme une concentration impressionnante de fonctions stratégiques, de directionnalité, de connectivité (position maîtresse au sein d'un réseau).

Outre la finance, Londres propose dans le domaine économique une large variété d'activités. Du commerce (premier marché des métaux) à l'assurance (exemple : affrètement maritime) en passant par l'innovation scientifique, Londres s'affirme comme un lieu majeur de l'économie mondiale. Elle concentre les sièges sociaux de nombreuses entreprises nationales et étrangères qui sont en interconnexion avec l'international. Enfin, Londres est une ville capitale qui abrite l'administration nationale.

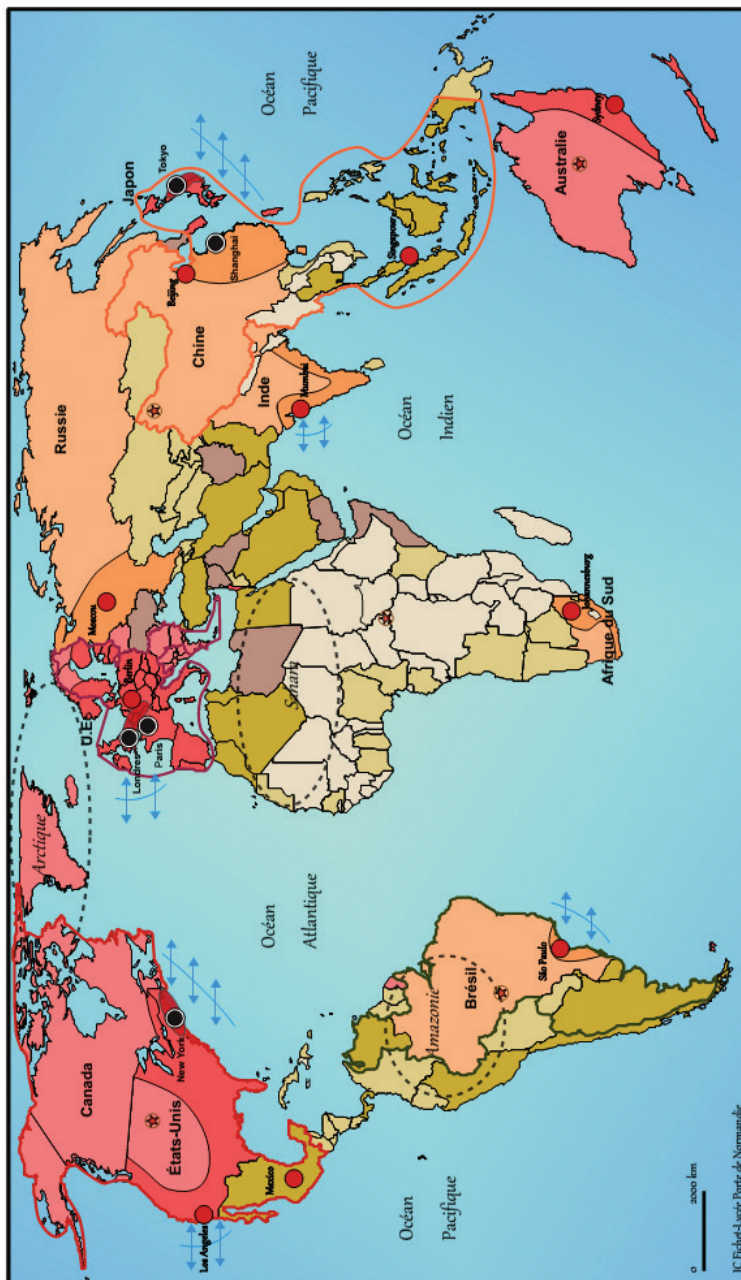
3. Les quartiers les plus précaires de la capitale sont essentiellement situés à l'Est du Grand Londres, dans les boroughs (comtés, circonscriptions) de Newham et de Hackney.

4. Les difficultés socio-économiques concernent surtout l'emploi, les revenus et le logement. Le taux de chômage est presque deux fois plus élevé que dans le reste de la ville (14.6 % contre 8.6). Plus de la moitié des enfants de Newham vivent dans des familles pauvres (56 %). La population y est extrêmement cosmopolite (« face pauvre de l'immigration dans une ville globale » Manuel Appert) puisque seuls 10 % des enfants scolarisés ne sont pas issus d'une minorité ethnique. Par ailleurs, une grande proportion de la population vit dans des logements précaires (50 %) ou temporaires. Le nombre de ménage en attente d'un logement social (36 000) montre que la pression sur les marchés de la vente et de la location immobilière a été très forte : les prix ont connu une croissance de + 150 % depuis 2000 et le logement social se fait de plus en plus rare depuis le right-to-buy (loi autorisant la vente des logements sociaux).

### Sujet 2 : CROQUIS

L'inégale intégration des territoires à la mondialisation.

*L'inégale intégration des territoires à la mondialisation*



**Légende :**

**Des cœurs anciens aux nouveaux centres dynamiques :**

**Des périphéries inégalement intégrées :**

**Des facteurs d'intégration ou d'exclusion : une dynamique changeante :**

Les centres anciens :



Les centres d'impulsion : cœurs de décisions, bassins émetteurs et récepteurs de flux de toutes natures.

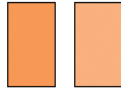
Les périphéries intégrées des centres d'impulsion.



Les puissances régionales dont le rôle international tend à s'affirmer.

Les territoires au développement inégal

Les BRICS : de nouveaux centres dynamiques :



Espaces moteurs des nouveaux pôles émergents.

Les périphéries sous influence des espaces centraux des pays émergents.

Les Pays les Moins Avancés (PMA).

Les territoires en réserve : un potentiel de richesses et / ou des corridors stratégiques de la mondialisation.



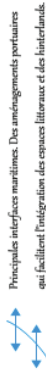
Les territoires métropolisés sont au cœur du processus de la mondialisation :



Mégapôle : centre de pouvoir, de production de richesses.

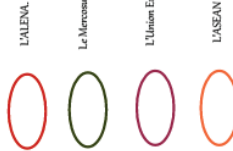
Ville-monde.

Principale mégapôle, participant de l'Archipel Mégapolitain Mondial



Principales interfaces maritimes. Des aménagements portuaires qui facilitent l'intégration des espaces littoraux et des hinterlands.

La volonté politique de construire des ensembles territoriaux favorisant le libre-échange et l'intégration des pays membres :



L'ALENA.

Le Mercosur.

L'Union Européenne.

L'ASEAN + 3

Pôle d'inaccessibilité (POI) : calculé à une échelle continentale (ici, Amérique du Nord, du Sud, Afrique, Eurasie et Australie) il marque le point le plus éloigné de la mer.



Les principaux territoires sous tension : situation de guerre ou d'instabilité politique marquée par des violences ou présence d'un régime totalitaire.

